

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

XVII^e série du PTP à Lima

Les négociations de la XVII^e série de pourparlers du Partenariat transpacifique (PTP) à Lima se sont terminées le 24 mai, et on a fait état de quelques progrès à l'égard de plusieurs des 29 chapitres faisant l'objet des négociations. Les négociateurs principaux des 11 pays (Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) ont continué de travailler à l'objectif de conclure un accord cette année, comme l'envisagent leurs dirigeants et comme l'ont réitéré leurs ministres du Commerce en marge de la réunion de la Coopération économique Asie-Pacifique à Surabaya (Indonésie) le mois dernier.

On presse les négociateurs de faire avancer les pourparlers le plus possible pour respecter l'échéance envisagée par les dirigeants – fixée au départ à octobre 2013 – qui semble avoir été modifiée et fixée à la fin de cette année. Quoiqu'il en soit, les attentes sont telles qu'il faudra annoncer quelque chose de concret avant que les dirigeants du PTP se réunissent en marge du sommet de l'APEC à Bali, en octobre prochain.

Ainsi, à Lima, les négociateurs ont pu réaliser « des progrès importants » du côté des mesures sanitaires et phytosanitaires (MPS), des recours commerciaux, du commerce électronique, du commerce transfrontalier des services, des règles d'origine et des questions juridiques et institutionnelles. En d'autres termes, ces chapitres sont essentiellement terminés ou presque – sauf pour certaines questions mineures à traiter dans les intersessions qui auront lieu bientôt. À Singapour, quatre chapitres – cohérence de la réglementation, télécommunications, douanes et développement – sont déjà fermés, en plus de celui des petites et moyennes entreprises (PME). Cependant, les progrès sur les questions les plus difficiles, notamment les droits de propriété intellectuelle (DPI), l'environnement et la concurrence, l'accès aux marchés pour les marchandises, les services et l'investissement sont demeurés difficiles, et les négociateurs ont rendu compte qu'il s'imposait de consacrer plus de temps à s'attaquer à ces enjeux, compte tenu de leur nature et de leur complexité.

Comme il ne reste que deux séries de négociations avant le sommet de l'APEC à Bali, et compte tenu de la complication probable qu'amènerait l'admission du Japon dans les pourparlers, on ne voit toujours pas clairement ce que les dirigeants du PTP pourraient annoncer en marge de la réunion de l'APEC. Ils pourraient certainement parler de la dizaine de chapitres qu'ils ont pu fermer jusqu'ici, et renouveler leur appel à des progrès rapides vers une conclusion des pourparlers dans les meilleurs délais, la cible la plus facile étant la fin de l'année en cours.

Entre-temps, le Japon demande instamment de retarder l'ouverture de la XVIII^e série de négociations en Malaisie, pour avoir au moins une semaine complète de participation (les 90 jours de la période de consultation avec le Congrès américain devraient prendre fin le 23 juillet 2013). Les 11 pays du PTP ont discuté de plans pour l'intégration en douceur du Japon dans les négociations du PTP et ont par la suite décidé que le Japon ne se joindra aux négociations qu'après la conclusion positive du processus intérieur respectif des membres actuels. Cependant, le Japon se verra probablement donner accès à la série de juillet dès qu'il aura officiellement reçu le feu vert, ce qui signifie que les Japonais pourraient siéger à la table pour les deux derniers jours de la XVIII^e série de négociations.

La XVIII^e série de négociations du PTP aura lieu en Malaisie du 15 au 25 juillet.

Pas de « risque de percée » sur la détention de stocks publics

Le président du groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a convoqué une réunion informelle le 23 mai afin de discuter des progrès réalisés à l'égard de certains enjeux de l'agriculture à l'étude pour la Conférence ministérielle (CM9) qui doit se tenir à Bali en décembre prochain.

La discussion a porté principalement sur la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, un sujet brûlant qui a fait au cours des derniers mois l'objet de consultations qui ont abouti à une meilleure compréhension de la proposition déposée par le G-33 en novembre dernier. Cependant, il demeure des écarts importants au sujet des questions essentielles, a signalé M. Adank.

Pour mémoire, les membres du G-33 essaient de trouver un espace stratégique pour leurs programmes de sécurité alimentaire, faisant valoir que l'inflation et l'augmentation des prix des produits ont fait grimper les prix établis par les gouvernements à de tels niveaux que cela les met en péril de dépasser leur limite respective de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges (MGS). Le groupe a proposé plusieurs voies pour régler le problème, notamment :

- 1) changer le niveau du *de minimis* en l'augmentant, par exemple à 15 % de la production au lieu de 10 % (8 % pour la Chine)
- 2) changer la période de base du prix de référence extérieur utilisé pour calculer la MGS (à l'heure actuelle les moyennes de 1986 à 1988)
- 3) utiliser la production totale, au lieu du volume acheté aux fins de stockage, comme production admissible dans le calcul du soutien
- 4) examiner le prix réglementé qui, d'après ce que dit le groupe, est extrêmement limité ou sans possibilité de réduction.

Les hauts fonctionnaires des capitales ont participé à une récente discussion sur cet enjeu. Lors de la réunion, ils ont abordé quatre questions dans la perspective de faciliter davantage la recherche de convergence, a déclaré le président. Les deux premières examinaient des façons d'inclure les divers programmes dans la catégorie verte et de retenir les membres de contester « les mesures notifiées dans la catégorie verte par les pays en développement afin de promouvoir le développement rural et de s'attaquer adéquatement aux préoccupations en matière de sécurité alimentaire ». Les membres semblent prêts à envisager de travailler sur ces questions, bien que l'ambassadeur Adank ait déclaré qu'ils ont besoin de discussions supplémentaires. Cependant, les points sur lesquels les membres restent partagés sont de savoir si la modification ou l'interprétation de l'Accord sur l'agriculture pourrait être réalisable avant ou après Bali, ou s'il est possible de déterminer des flexibilités supplémentaires pour les pays individuels – une approche au cas par cas qui risque de dépasser les limites de la catégorie orange, d'après ce qu'a déclaré le président.

L'Indonésie, les Philippines, le Honduras et d'autres pays en développement ont rejeté l'approche au cas par cas, préférant une approche globale disponible pour tous les pays en développement, alors que l'Australie, l'UE, le Chili, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande l'ont appuyée, refusant de modifier l'Accord sur l'agriculture, que ce soit par principe ou par suite du manque de temps dont on dispose pour traiter convenablement cette question avant la CM9.

D'autres, comme la Chine, ont appuyé l'approche générale, bien qu'ils soient restés ouverts à la discussion d'autres options. Le Japon, le Brésil et le Pakistan, le Canada et le Mexique ont été en faveur de trouver une solution quelconque à cette question. Singapour a proposé de travailler à une solution au cas par cas intérimaire pour Bali, et de laisser la découverte d'une solution plus générale pour après la CM9.

« [Traduction] La discussion de tous ces enjeux a été ouverte et franche et (...) constructive », signalait l'ambassadeur Adank.

« Mais cela ne devrait pas être interprété comme laissant entendre que nous sommes tombés sur des solutions claires à cette étape ou que nous risquons fortement de faire une percée – nous sommes encore très nettement éloignés de définir ce qui pourrait être le terrain d'atterrissage approprié pour cette question à Bali », a-t-il mis en garde.

Administration des CT et concurrence à l'exportation

Quant à la proposition du G20 à l'égard de l'administration des CT, en termes généraux, les membres continuent d'y voir un enjeu éventuel sur lequel on pourrait s'entendre à Bali – même si d'aucuns, comme le Japon et la Suisse, ont fait état de sensibilités au sujet de certains aspects de la proposition.

Pour ce qui est de la concurrence à l'exportation, le Brésil a introduit la nouvelle proposition du G20. Comme il fallait s'y attendre, le groupe a proposé que les pays développés acceptent de réduire leur plafond sur les subventions à l'exportation de 50 % cette année et introduisent progressivement une limite de 540 jours – au lieu de la référence ciblée de 190 jours – dans la période de remboursement du crédit à l'exportation. Cette proposition ne mentionne aucun chiffre pour les pays en développement, suite à l'opposition de certains pays, et plus particulièrement du Mexique, ont déclaré des sources.

Entre-temps, le groupe prévoit que cette discussion démarrera lorsque les pourparlers techniques sur la proposition commenceront. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Colombie ont appuyé la proposition, qui a été rejetée par les États-Unis, l'UE et la Norvège, qui la décrivent comme un recul pour la perspective d'un accord à Bali.

Certaines de ces parties qui y sont opposées ont précédemment insisté pour dire que les réductions des subventions à l'exportation ne seraient pas acceptables sans un accord plus général pour l'ensemble de l'agriculture et, dans certains cas, d'autres sujets du Cycle de Doha. Cependant, le G-20 a rappelé aux membres que conformément à la Déclaration de Hong Kong de 2005, les subventions à l'exportation devaient être éliminées cette année. Par conséquent, et dans un esprit de flexibilité et de pragmatisme, ils ont proposé qu'un engagement intermédiaire soit entrepris comme « arrhes » avant la mise en œuvre complète, et ils cherchent à ce que l'ensemble de Bali comprenne au minimum « [Traduction] un pas en avant à l'égard des disciplines de la concurrence à l'exportation ».

Prochains événements

- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Réunion informelle du Comité des négociations commerciales, 3 juin 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre
- Sommet du G8, 17-18 juin 2013 en Irlande
- Conseil général, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :
www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254